



29 janvier 2024

## Polémique autour de l'Unrwa, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens

Par Noémie Lair

Douze employés de l'Unrwa, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, sont accusés par Israël d'être impliqués dans les massacres du 7 octobre. Onze pays ont annoncé suspendre leur aide à l'agence onusienne.

Douze employés de l'Unrwa, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, sont suspectés par les autorités israéliennes d'avoir participé à [l'attaque sanglante du Hamas le 7 octobre](#). L'UNRWA a annoncé renvoyer les personnes mises en cause, a promis une enquête approfondie et, si cette participation était prouvée, des poursuites judiciaires. Dans le même temps, onze pays ont annoncé suspendre leur financement à l'agence onusienne. La France et l'Union européenne attendent quant à elle d'avoir les résultats de l'enquête avant de prendre une décision. L'Unrwa, qui vient en aide à près de 6 millions de Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza mais aussi au Liban, en Jordanie et en Syrie, est financée quasiment entièrement par des contributions volontaires des États.

Sur place, [les combats meurtriers se poursuivent](#) depuis les massacres du 7 octobre, qui ont fait 1140 morts en Israël. Les combats dans la bande de Gaza ont fait plus de 26.000 morts, selon le dernier bilan du ministère de la Santé du Hamas. La Cour internationale de Justice a demandé vendredi à Israël d'empêcher d'éventuels actes de "génocide" et de "prendre des mesures immédiates" pour permettre la fourniture "de l'aide humanitaire dont les Palestiniens ont un besoin urgent".

### Israël accuse des employés de l'Unrwa

C'est l'Unrwa elle-même qui a révélé vendredi dernier les accusations. Prenant les devants sur la communication autour de ce scandale, l'agence a annoncé s'être séparée de "plusieurs" de ses employés. "Les autorités israéliennes ont fourni à l'Unrwa des informations sur l'implication supposée de plusieurs de ses employés" dans l'attaque du 7 octobre, a indiqué un communiqué du chef de l'agence, Philippe Lazzarini. "Pour protéger les capacités de l'agence à délivrer de l'aide humanitaire, j'ai décidé de résilier immédiatement les contrats de ces membres du personnel et d'ouvrir une enquête afin que la vérité soit établie sans délai", a-t-il ajouté.

Au total, 12 employés de l'Unrwa sont concernés par ces "accusations extrêmement graves", qui font l'objet d'une enquête interne de l'ONU, a ensuite précisé le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Israël a ensuite fait savoir qu'elle souhaitait que l'Unrwa ne joue plus aucun rôle à Gaza et son ministre des Affaires étrangères, Israël Katz, a appelé lundi à la démission de Philippe Lazzarini.

### Onze pays suspendent leur aide

Onze pays ont jusqu'ici suspendu tout financement futur à l'agence onusienne, à commencer par les États-Unis, qui ont immédiatement annoncé l'arrêt temporaire de toute contribution financière future à l'Unrwa. Ils ont été suivis par le Canada, l'Australie, l'Italie, le Royaume-Uni, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, l'Autriche et la Roumanie.

La Norvège a, elle, décidé de maintenir son financement, a annoncé son ministre des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, dans un communiqué. "Si je partage l'inquiétude suscitée par les allégations très graves concernant certains membres du personnel de l'Unrwa, j'invite instamment les autres donateurs à réfléchir aux conséquences plus larges d'une réduction du financement de l'Unrwa en cette période de détresse humanitaire extrême", a-t-il indiqué. L'Espagne maintiendra aussi ses relations avec l'agence des Nations unies, qui est "une agence des Nations unies indispensable pour soulager la situation humanitaire",

a déclaré le ministre José Manuel Albares, précisant toutefois qu'il "suivra de près l'enquête interne" annoncée par l'agence "et les résultats qu'elle pourrait produire".

### **La France attend le résultat des enquêtes**

La France de son côté ne cesse pas ses financements et attend d'avoir plus d'informations pour prendre une décision. "Nous attendons que les enquêtes lancées ces derniers jours permettent de faire toute la lumière sur les faits passés et soient assorties de mesures concrètes à mettre en œuvre rapidement", écrit dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères. La France a versé 60 millions d'euros d'aide à l'UNRWA en 2023 et "n'a pas prévu de nouveau versement au premier trimestre 2024 et décidera le moment venu de la conduite à tenir en lien avec les Nations unies et les principaux donateurs, en s'assurant que toutes ses exigences de transparence et de sécurité de l'aide sont bien prises en compte".

### **L'UE demande un audit sur le fonctionnement de l'Unrwa**

L'Union européenne a réclamé lundi un audit sur le fonctionnement de l'Unrwa, "mené par des experts indépendants, choisis par la Commission européenne", a affirmé son porte-parole Éric Mamer. La Commission a par ailleurs précisé qu'elle déciderait ou non de suspendre son financement à l'Unrwa, en fonction des résultats de l'enquête ouverte par l'ONU. Aucun paiement n'était prévu jusqu'à fin février.

### **Des conséquences à Gaza dès février**

La décision de suspendre les aides à l'Unrwa a été qualifiée de "choquante" par Philippe Lazzarini, qui alerte sur les situation des Gazaouis. "Il est choquant de voir la suspension des fonds en réaction à des allégations contre un petit groupe d'employés", compte tenu des mesures déjà prises et du rôle de l'agence dont "dépendent 2 millions de personnes pour leur simple survie" à Gaza, a réagi le chef de l'agence dans un communiqué. "Le financement actuel de l'Unrwa ne lui permettra pas de répondre à tous les besoins en février", a ajouté dimanche le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres. Il a appelé les pays donateurs ayant suspendu leur financement à "au moins garantir" la poursuite des opérations dans la bande de Gaza, où l'aide humanitaire entre au compte-gouttes.

"Les présumés actes abjects de ces employés doivent avoir des conséquences. Mais les dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui travaillent pour l'Unrwa, beaucoup dans des situations parmi les plus dangereuses pour des travailleurs humanitaires, ne devraient pas être pénalisés. Il faut répondre aux besoins urgents des populations désespérées dont ils s'occupent", a poursuivi Antonio Guterres.

De son côté, l'Autorité palestinienne a souligné que l'Unrwa a besoin d'"un soutien maximal" et "non qu'on lui coupe soutien et assistance".